

**Du mercredi 22 Octobre 2003**

**NOUAKCHOTT INFO**  
**QUOTIDIEN**

**486**

# Les craintes sont-elles fondées?

*C'est au siège de la campagne du candidat Messaoud Ould Boulkheir que trois candidats à l'élection présidentielle, après une première rencontre chez Ahmed, puis une seconde chez Haidalla, a réuni la presse pour leur troisième rencontre, la matinée du 21 octobre 2003.*

Au cours de cette conférence de presse tripartite, les trois candidats prendront la parole sous l'impulsion de Messaoud qui régnait sur la séance en maître absolu, non sans un brin de brouhaha et de quiproquos au départ.

Le dernier à avoir parlé était le candidat Haidalla, qui pour la première fois, se laissait aller à une question pour savoir si la troïka des candidats compte avoir chacun un représentant dans chaque bureau de vote ou se suffira-t-il d'un seul représentant pour eux trois dans certains bureaux? Bref et sans détour, Haidalla, visiblement détendu et souriant, répondra en français que "ce que nous souhaitons c'est d'avoir tous un représentant par bureau. Mais nous allons nous concerter. Au cas où nous ne pouvons pas avoir un représentant chacun dans les bureaux de vote, que

celui qui est présent représente tous les trois."

Prenant la parole le premier, au beau milieu de ses pairs candidats, le candidat Messaoud fera une première mise au point concernant la demande d'audience formulée par les trois candidats auprès du Président de la République, pour discuter avec lui, en tant que garant de la Constitution, du déroulement des opérations de vote prévu le 7 novembre prochain.

"Nous avons constaté qu'il y a une tendance à des malversations et des comportements pas conformes avec la Constitution, les textes législatifs en vigueur, et nous avons donc, en tant que candidats et surtout patriotes fils de ce pays soucieux de son devenir pour l'informer et le mettre au courant de ce que nous avons appris et discuter avec lui de tous ces problèmes et éventuellement être réconfortés par lui ou que nous ayons de sa part les assurances qu'il faut, ou nous dire que ce ne sont que des rumeurs ou des informations infondées et qu'on nous donne une réponse responsable et qui va dans le

sens de ce que nous recherchons tous."

## Accusations

Poursuivant son raisonnement Messaoud soulignera qu'une réponse négative est venue de M Mohamed Vall Ould Bellal le porte-parole du candidat Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, posant la question comme un faux débat car la transparence existe déjà. Une réponse de Ould Bellal qui ne les découragea pas et ils ont formulé et transmis leur demande d'audience comme il se doit. Au bout d'une semaine de vaine attente, dira Messaoud, "nous avons considéré que Monsieur le Président de la République, confondant son rôle de Président de la République et de candidat à la présidence a fait sienne cette réponse-là et qu'il ne veut donc pas nous recevoir. Nous le regrettons sincèrement parce que le but visé était d'assurer le maximum de sérénité, de tranquillité à ces opérations cruciales pour notre pays, pour lui éviter, qu'à Dieu ne plaise! Une situation qui ne conforterait personne. Nous aurions aimé que ce

souci, cette responsabilité qui nous anime ait le répondant nécessaire du côté du Président de la République. Mais cela n'a pas été le cas et nous le regrettons très sincèrement et nous lui affirmons ceci: si, comme par le passé nous n'avons jamais rien ménagé pour assurer à la Mauritanie la paix, la sérénité, la tranquillité dont elle a si fondamentalement besoin et que nous ne décrocherons pas de cette volonté et qu'elle reste pour nous un objectif et que nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi, si cette affirmation est claire, nette et précise, il y en a une autre tout aussi claire, nette et précise que nous ne sommes plus disposés, les Mauritanien et nous mêmes à subir la loi du Pouvoir et à nous imposer des élections qui ne sont en rien le reflet des aspirations des choix des populations. Ce que j'ai à vous dire, c'est ce que je vous ai dit."

Répondant à une question relative à la nature des informations et des ces comportements non conformes aux lois et qui risquent de fausser le jeu de la transparence, Messaoud Ould Boulkheir affirmera à la presse "qu'une machine de confection de cartes d'identité nationale aurait été importée d'Israël par le Pouvoir qui passe ses nuits à en délivrer à des étrangers pour assurer leur vote.

## Conférence de Presse de la troïka

### Les craintes sont-elles fondées?

**E**nsuite que la liste électorale a depuis longtemps été livrée au Parti au Pouvoir qui en fait ce que bon lui semble alors que nous autres n'en avons aucune idée. Par ailleurs, on a appris que les listes électorales ont été distribuées à l'intérieur du pays alors qu'à ma connaissance, cela n'a pas encore été le cas ici à Nouakchott, que chaque collectivité aura ses bureaux pour assurer ses votes, que des bureaux ont été créés dans des contrées inhabitées. Ce qui ne peut être fait que si l'administration est complice."

Questionné au sujet de la concertation de la troïka avec les deux autres candidats (Mint Jiddane et Ould Jiyid), Messaoud affirmera que "ce n'est pas faute d'avoir essayé de les contacter, mais parce qu'ils ne sont pas là. Nous n'avons pas pu les joindre malgré tous nos efforts, alors que pour certains, on les voyait chaque jour parce que chacun demandait qu'on lui facilite la possibilité d'avoir des conseillers pour pouvoir se présenter et depuis qu'ils les ont obtenu, ils ont disparu comme par enchantement."

#### Les observateurs européens ne viendront pas

Ahmed Ould Daddah répondra quant à lui à une question relative à la quête des observateurs Européens, précisant qu'il est allé à Bruxelles par deux fois pour demander "une observation technique des élections et non des touristes". Et d'ajouter qu'au Kenya "160 observateurs de l'Union européenne étaient venus avec voitures, moyens de communication et autres matériels techniques et comme par hasard à l'issue du scrutin c'était l'opposition qui avait gagné. Il semble que l'Union Européenne ait été à deux doigts d'accepter cette requête, mais le silence, qui vaut refus en la circonstance, des autorités mauritaniennes les a vraisemblablement empêché de répondre favorablement à cette requête."

Autant dire que la troïka, qui devra désormais (à partir de ce soir 00 H), se jeter dans la campagne électorale en rang dispersé, chacun se battant pour rester dans la course et espérant être le gagnant si un second tour se jouait, cette troïka-là est véritablement menacée dans son unité et dans sa force fait clairement apparaître une autre faiblesse : les accusations énumérées ne sont en fait selon les observateurs qu'une fuite en avant pour diaboliser un Pouvoir qui s'avère plus coriace que prévu.

**MOHAMED OULD KHATTAT**